



LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Ministère de l'Égalité des chances

P437 ID 1039

No/réf 2490 /mar
Affaire suivie par Maryse Fisch
Téléphone : 2478-5825



Monsieur Mars di Bartolomeo
Président de la Chambre des Députés
Luxembourg

Luxembourg, le 10 FEV. 2015

**Concerne : Pétition 437 – Pour le maintien de la liberté absolue des partis politiques
d'établir leur liste électorale**

Monsieur le Président,

Par la présente, j'ai l'honneur de vous faire parvenir ci-joint ma prise de position concernant la pétition sous rubrique.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Président, l'expression de ma parfaite considération.

Lydia Mutsch
Ministre de l'Égalité des chances



Pétition n° 437- Pour le maintien de la liberté absolue des partis politiques d'établir leur liste électorale

Prise de position de Madame Lydia Mutsch. Ministre de l'Égalité des chances

De l'avis du Gouvernement, un partage équilibré entre hommes et femmes des responsabilités dans tous les domaines de la vie constitue un des objectifs à viser par une société moderne.

Or, bien que représentant la majorité de la population, les femmes sont largement sous-représentées au niveau de la prise de décision politique.

C'est pourquoi, le programme gouvernemental de 2013 a prévu que

« Le Gouvernement engagera une politique ferme en faveur d'une représentation équilibrée entre femmes et hommes au niveau de la prise de décision. »

Afin de donner l'exemple, le Gouvernement interviendra à des niveaux où il pourra directement réduire le déséquilibre toujours existant, et ce malgré les efforts volontaires qui ont été proposés ces dernières années.

Les partis de la coalition modifieront la loi sur le financement des partis politiques en introduisant l'obligation pour les partis politiques de garantir un quota de 40% du sexe sous-représenté sur les listes de candidatures sujettes au financement des partis. Des sanctions financières seront prévues en cas de non-respect des minima imposés. La loi entrera en vigueur pour les prochaines élections législatives. »

En date du 16 septembre, le Gouvernement a adopté sa stratégie pour un meilleur équilibre entre hommes et femmes dans la prise de décision.

Dans le domaine de la prise de décision politique, il a été décidé que

« La législation sur le financement des partis politiques sera modifiée afin de garantir un pourcentage de 40% du sexe sous-représenté sur les listes de candidats à partir des prochaines élections législatives. »

Le système suivant de sanctions est proposé :

- si les listes électorales présentées par le parti contiennent 40% de candidatures du sexe sous-représenté, il reçoit 100% de la dotation financière publique à laquelle il a droit sur base de la législation existante en la matière ;

- *si les listes électorales présentées par le parti contiennent entre 35% et 39% de candidatures du sexe sous-représenté, il reçoit 75% de la dotation financière publique à laquelle il a droit ;*
- *si les listes électorales présentées par le parti contiennent entre 30% et 34% de candidatures du sexe sous-représenté, il reçoit 50% de la dotation financière publique à laquelle il a droit ;*
- *si les listes électorales présentées par le parti contiennent moins de 30% de candidatures du sexe sous-représenté, il reçoit 25% de la dotation financière publique à laquelle il a droit.*

Le système sera applicable pour les élections législatives et les élections européennes. »

La stratégie a été présentée à la commission parlementaire compétente le 16 septembre 2014.

Les travaux de mise en œuvre de la stratégie du Gouvernement sont actuellement en cours. L'égalité dans la prise de décision politique, et plus particulièrement la modification de la législation sur le financement des partis politiques, feront l'objet de consultations avec l'ensemble des acteurs concernés dans les semaines et mois à venir.
